

MADAGASCAR UN FILM SUR LA RÉBELLION MALGACHE DE 1947 BIENTÔT SUR LES ECRANS

Mémoire et traumatisme

La réalisatrice Marie-Clémence Paes-Andriamonta vient de terminer la post-production d'un film documentaire consacré à la rébellion de 1947 intitulé Fahavalo. Retour sur une période sombre de l'histoire de Madagascar.

- Pourquoi avoir voulu faire un film sur l'insurrection malgache de 1947 ?

- Déjà parce qu'il y en a très peu en fait, trois en tout à ce jour, même si de temps en temps des reportages sont réalisés au moment de la date anniversaire de la révolte, le 29 mars. La deuxième chose, c'est qu'il me semblait urgent de faire un film en interrogeant ceux qui étaient présents au moment des faits. Il fallait se dépêcher pour recueillir ces témoignages car beaucoup d'acteurs qui ont participé à ces événements sont aujourd'hui très âgés. Et je me suis interrogée, moi et ma bi-culturalité puisque j'ai grandi à Madagascar avant de faire mes études en France dès le secondaire, pourquoi on parlait peu de cette révolte dans les livres d'école, et même au sein des familles. Pour moi, le déclic, c'est une exposition du photographe Pierrot Men, *Portraits d'insurgés*, qui m'a conduite à aller plus loin, à interroger mes proches.

- Pourquoi un tel silence dans les familles malgaches ?

- L'insurrection de 1947 a déchiré des familles. Alors que le territoire est occupé, à un moment donné se pose la question de la résistance ou de la collaboration. Soit je résiste, soit je collabore. C'est la question centrale du film. Et qu'est-ce qu'on fait si ça se passe de nouveau. Une grand-mère que j'ai interrogée m'a dit que choisir d'être rebelle ou pas, c'est la même chose que quand on doit choisir dans l'isolement.

Cette révolte, c'est en fait l'histoire d'un échec, aussi bien du côté français que du côté malgache. Du côté malgache, elle n'a pas conduit à l'indépendance. On peut donc comprendre qu'on ne célèbre pas

cet anniversaire. Et du côté français, il y a la répression violente, avec des crimes de guerre, des personnes qui ont été exécutées sans aucune forme de procès. On ne peut donc se vanter de quelque chose dont on a honte.

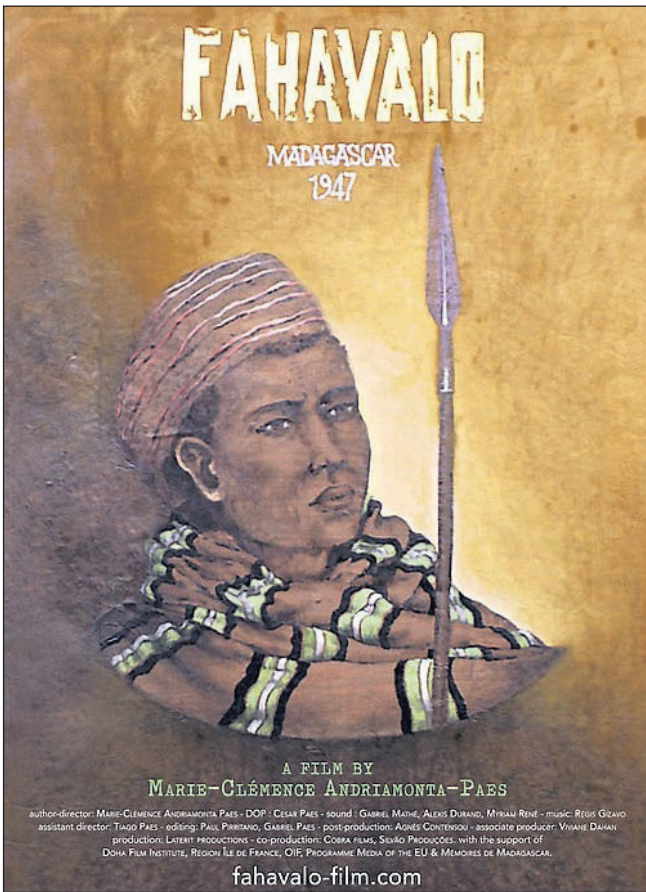
- Y a-t-il un déni de part et d'autre ?

- Ce n'est pas forcément un déni volontaire. Quand j'ai commencé à travailler sur ce projet en 2010-2011, j'ai rencontré des historiens qui ont évoqué une génération traumatisée. Ce n'est pas sûr que ces traumatismes ont pu traverser les générations. La génération d'aujourd'hui n'a jamais entendu parler de ces événements. Si on n'en parle pas, c'est parce qu'on pense que ce n'est pas important, et si ce n'est pas important, on n'en parle pas. C'est un cercle vicieux. C'est compliqué de faire un film sur quelque chose dont on n'a jamais entendu parler.

Des anciens de la Seconde guerre mondiale

- Pour réaliser ce film, vous avez récupéré des archives historiques et recueilli les témoignages des personnes qui ont vécu cette insurrection...

- J'ai enregistré quelques insurgés dont certains ont plus de 95 ans, alors ça limite le corpus. L'important était de filmer avec l'entourage, et montrer comment cette histoire refoulée peut se transmettre à la génération suivante pour que ça ne se reproduise plus.



L'affiche du film est une reproduction d'une peinture originale de Fofa Rabearivelo, un peintre malgache basé à Saint-Petersbourg.

- Est-il vrai que certains des insurgés étaient d'anciens résistants ?

- Ce n'est pas l'objet du film mais j'ai voulu inclure l'insurrection de 1947 dans la Seconde guerre mondiale. Cette insurrection n'a pas commencé le 29 mars 1947 à minuit. Elle est beaucoup plus profonde. Dès mars 1946, les dé-

putés malgaches demandent l'indépendance. Les soldats malgaches mobilisés en Europe ne reviennent au pays qu'à partir d'août 1946. Ce sont les derniers à rentrer chez eux. On retrouve des anciens combattants de la Seconde guerre mondiale parmi ces insurgés. Quand il y a la démobilisation en 1940, ceux qui étaient dans la

zone occupée se sont retrouvés en prison ou dans des stalags. Ceux qui se trouvaient en zone libre ont erré. En 1943, certains d'entre eux sont encouragés à prendre le maquis. Il y avait au moins à ce moment-là 40 000 soldats malgaches en France, sur une population de Madagascar estimée à 3 millions d'habitants.

« La colonisation perçue comme le progrès »

- En 1947, il y a eu peu de réactions en France pour dénoncer les crimes commis à Madagascar...

- Au moment du procès des parlementaires malgaches (en 1948, NDLR), il existe quand même des soutiens d'intellectuels français comme Albert Camus. Paul Ricoeur a également écrit des textes très forts comme *La question coloniale* mais c'est vrai qu'il y a un certain silence. Cette question coloniale n'est d'ailleurs ni de droite ni de gauche.

- Un silence alors que deux ans plus tôt, il y a eu une répression similaire en Algérie, à Sétif...

- Comment peut-on reproduire le même schéma ? Je pense que c'est au nom de l'intérêt supérieur. À l'époque, c'était un affront absolu de se révolter contre la colonisation qui était perçue comme le progrès. Tous les Malgaches d'ailleurs n'ont pas été des rebelles et il y a des officiers français aussi qui ont osé dire à certains de se rebeller. Il y a de tout dans cette révolte. A Madagascar coexistaient en 1947 la police et l'armée françaises. Et la police politique frappait fort. Certains militaires français très

respectueux de l'ordre ont écrit pour dénoncer ce qui se passait.

- Quelle difficulté principale avez-vous rencontré pour réaliser ce film ?

- La plus grande difficulté, c'est de trouver des financements (rires). Je n'ai pas encore de partenaires parmi les chaînes françaises. Il faut pouvoir les convaincre de l'importance du projet. Des historiens ont écrit sur 47 mais le milieu académique est restreint, avec des livres tirés à 500 exemplaires. Grâce à un financement participatif que nous avons lancé sur les réseaux sociaux, nous avons pu obtenir suffisamment d'argent, déjà pour rééditer les actes du colloque qui s'était tenu à Paris en 1997 en présence d'historiens et de témoins. Le livre était épuisé depuis des années. On a pu rééditer cet ouvrage ce mois-ci. Nous avons pu également acheter les droits des archives que j'ai trouvées un peu partout, en France, à Madagascar, en Angleterre, pour dix ans afin que le film soit visible au moins pendant ces dix ans.

- Est-ce un film historique ?

- C'est un film de témoignages qui n'est pas didactique. C'est un voyage dans la mémoire, un voyage physique à l'endroit où ça s'est passé puisque j'ai déterminé les lieux précis où des événements se sont déroulés, dans le rectangle Tana-Fianarantsoa-Manakara-Tamatave.

- Quand doit-il sortir ?

- Nous venons juste de terminer la post-production. Je suis en train de travailler à la version anglaise et d'organiser la tournée du film à Madagascar. D'ailleurs, on cherche des partenaires. *Fahavalo* devrait être présenté en avant-première à Lisbonne, en octobre, dans le cadre du festival *Doclisboa*.

Propos recueillis par Frédéric BANC

MAURICE SIX MOIS APRES LE PASSAGE DU CYCLONE

Les sinistrés de Berguitta à la rue

Les huit familles qui avaient trouvé refuge dans un centre après le passage du cyclone Berguitta ont été expulsées hier matin sans avoir été relogées. Elles envisagent d'entamer une grève de la faim.

Les promesses des politiciens mauriciens ne doivent jamais être prises pour de l'argent comptant. Les huit familles de sinistrés du cyclone Berguitta qui avaient trouvé refuge en début d'année au centre communautaire de Saint-Malo, à Baie-du-Tombeau, ont été évacuées manu militari hier matin. Elles ont attendu vainement que le gouvernement fasse le nécessaire pour mettre un logement social à leur disposition.

Le ministère de l'Egalité des genres, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la famille a fait appel à la police pour les expulser car le centre communautaire qui tombe sous son contrôle ne pouvait être utilisé pour nombre d'activités qu'il organise à l'intention des femmes et des gramounes.

Police anti-émeute

La veille, une équipe d'une unité pour la protection des mineurs avait débarqué sur place avec la volonté de retirer les enfants à ces familles. L'équipe est rentrée bredouille car les sinistrés avaient déjà eu vent du projet du ministère. Le bouche-à-oreille a marché à merveille et toutes ont fait comprendre à l'unité que leurs enfants



Deux sinistrés ont entamé une grève de la faim il y a quelques jours dans l'indifférence la plus totale.

avaient été confiés à des proches.

Hier dès 7 h 30, des agents de la police régulière ont invité les sinistrés à quitter le centre. Face à leur refus, la police antiémeute est entrée en scène. Indignés, les sinistrés ont déploré cette mesure, faisant part de leur souhait d'effectuer un versement et de régler une mensualité auprès de la National Housing Development Company (NHDC), la société de l'Etat responsable de la construction de logements sociaux.

La police antiémeute avait également été mise à contribution pour évacuer des sinistrés du

centre social de Bambous, un village à l'ouest de Maurice. Encore une fois, rien n'a été fait pour les reloger.

Mary Joyce Pasnin ne sait plus à quel saint se vouer, l'opération ayant lieu le jour de son anniversaire. Avec quatre enfants à sa charge, cette femme originaire de Rodrigues explique avoir dû quitter sa case en tôle détruite lors des inondations post-Berguitta. Et d'ajouter qu'elle a déjà économisé les 20 000 roupies nécessaires, soit 500 euros, pour un versement afin d'obtenir un logement social de l'Etat.

Il y a un mois, ces familles avaient manifesté devant le siège de la NHDC, à Rose-Hill. Le directeur de l'établissement public avait pris l'engagement de traiter leurs dossiers au plus vite. Quelques jours plus tard, il avait annoncé que le cas de ces réfugiés n'était aucunement « prioritaire ». Au grand dam de Douglas Baya et de Rajespedee Cundasamy qui ont entamé une grève de la faim jeudi dernier dans l'espoir d'attirer l'attention du public sur leur calvaire.

C'est quasiment dans l'indifférence générale que leurs cinq jours de grève de la faim se sont déroulés au Jardin de la Compagnie, à Port-Louis. Rajespedee Cundasamy a finalement été victime d'un malaise hier après-midi et le Samu local a dû l'évacuer vers l'hôpital de Port-Louis pour des soins. « Elle continuera tant que le gouvernement ne mettra pas une maison à sa disposition », soupire Douglas Baya. Un certain nombre de sinistrés envisage dorénavant d'aller dormir au Jardin de la Compagnie.

La ministre de l'Egalité des genres, Roubina Jadoo-Jaunbocus, a de son côté estimé que la grève de la faim est « devenue une mode ».

De notre correspondant, Vel MOONNIEN

Retour sur 1947

Le 29 mars 1947 marque le début de la lutte armée menée par des Malgaches luttant contre le pouvoir colonial. Dans la nuit du 29 au 30 mars, des insurgés prennent d'assaut des camps militaires et des concessions appartenant à des colons, notamment à Moramanga et à Manakara. L'insurrection s'étend ensuite dans plusieurs districts de la côte Est et sur les hauts plateaux centraux. Les rebelles, appuyés par des mouvements clandestins militant pour l'indépendance, ne sont alors composés que de quelques centaines d'hommes. Au total, ils ne seront guère plus de 20 000 à prendre les armes, une partie de la population restant, à l'époque, favorable à la présence française. Le mouvement dure quelques mois.

Massacre de Moramanga

La réponse des autorités coloniales françaises se traduit par des massacres, deux ans après ceux de Sétif (Algérie). Des historiens estiment à 30 000 le nombre de personnes victimes de la répression, d'autres à plus de 100 000. Les exécutions sommaires se succèdent.

L'un des épisodes les plus marquants est la fusillade de Moramanga en mai 1947 où 170 Malgaches, soupçonnés d'être membres du Mouvement démocratique de la rénovation mal-

gache (MDRM), sont parqués dans trois wagons que l'armée française mitraille. Une soixantaine de personnes survivent avant d'être abattues, quelques jours plus tard, sans aucune forme de procès.

L'indépendance avait été revendiquée dès 1946 par les députés malgaches siégeant à l'Assemblée constituante, Jacques Rabemananjara, Joseph Ravoahangy et Joseph Raseta, membres du MDRM. Le MDRM est dissous en mai 1947, accusé d'être à l'origine des troubles dans la Grande île. La levée de l'immunité des parlementaires est votée le 6 juin. Le premier est condamné aux travaux forcés, les deux autres à la peine de mort. Ils seront amnistiés en 1956, quatre ans avant l'indépendance.

Sur le terrain, les organisations nationalistes telles que la Jina (Jeunesse nationaliste créé en 1943 par Jaona Monja) ou encore le Panama (Parti nationaliste malgache fondé en 1941 par Lucien Andriamiseza), ont également été très actives.

Si l'influence politique semble réelle derrière cette révolte, les historiens avancent aujourd'hui l'idée que l'insurrection trouve son origine dans les conflits fonciers qui opposaient les petits paysans malgaches aux petits colons français. Ce n'est qu'ensuite que ces paysans se seraient ralliés à la cause indépendantiste, voulant se libérer du système colonial qui les empêchait de cultiver leurs terres.